



Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies

BROCHURE INFORMATIVE

MAI 2022



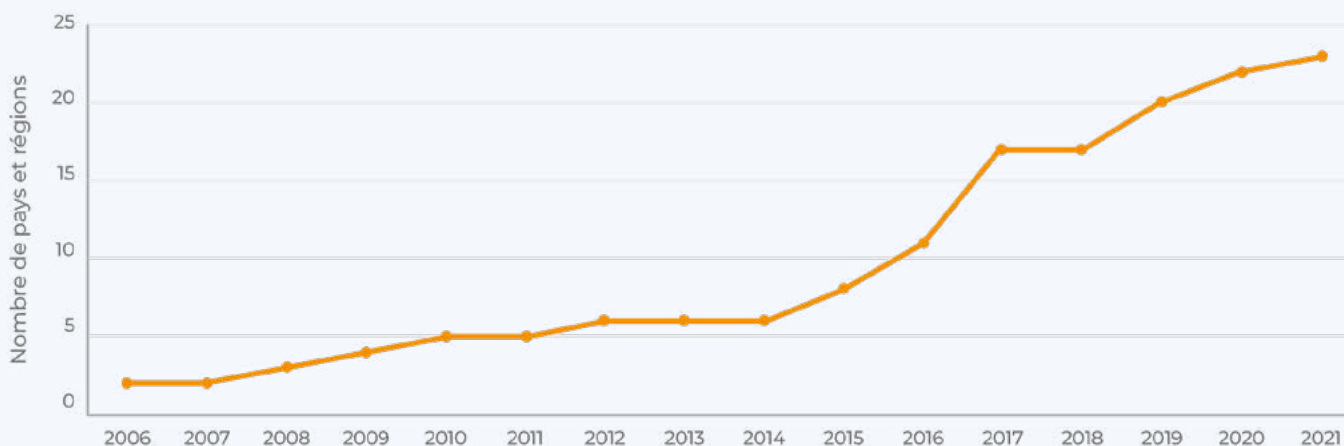
Mandat de la Commission

En 2005 avec l'adoption des résolutions [A/RES/60/180](#) et [S/RES/1645 \(2005\)](#), l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité ont créé la Commission de consolidation de la paix ("la Commission" ou CCP) ayant pour mandat d'accompagner le processus politique et de défendre les intérêts des pays touchés par un conflit à la suite de leur requête. Dans le cadre des résolutions [A/RES/70/262](#) et [S/RES/2282\(2016\)](#), la Commission a été chargée de conseiller l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sur la consolidation et le maintien de la paix ; de promouvoir une approche intégrée, stratégique et cohérente de la consolidation de la paix ; de servir de passerelle entre les organes principaux et les entités compétentes de l'ONU en partageant des conseils sur les besoins et les priorités en matière de consolidation de la paix ; et de réunir tous les acteurs concernés au sein et en dehors de l'ONU. Enfin, en 2020, dans les résolutions [A/RES/75/201](#) et [S/RES/2558 \(2020\)](#), la Commission a été appelée à continuer à renforcer ses rôles de conseil, de passerelle et de rassemblement à l'appui des priorités et des efforts déployés au niveau national dans les pays et les régions couverts.



COLLABORATION AVEC LES PAYS ET RÉGIONS

Pays et régions couverts par la CCP depuis 2006



Depuis sa création en 2005, la CCP s'est engagée à accompagner 23 pays et régions pour soutenir les efforts nationaux et régionaux visant à relever les défis politiques, socio-économiques et sécuritaires dans les zones de conflit. L'engagement de la Commission se fait par le biais de réunions, d'événements de haut niveau, de briefings à l'attention des principaux organes de l'ONU tels que le Conseil de sécurité, ainsi que par des visites sur le terrain et des interactions informelles avec les parties prenantes concernées.

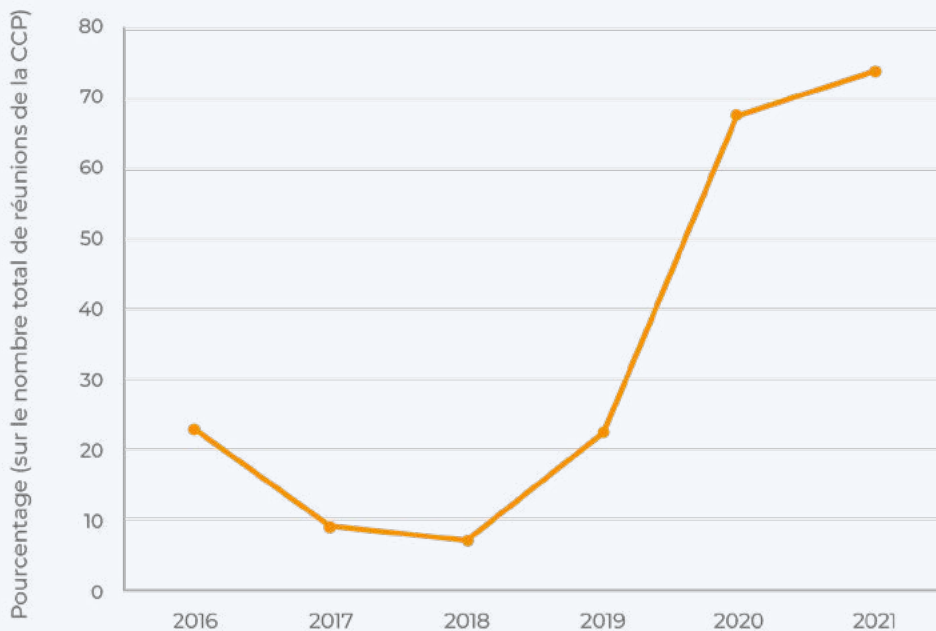
En 2021, la CCP s'est concentrée sur 13 pays et régions¹, notamment par de nouveaux engagements sur la piraterie dans le Golfe de Guinée. De plus, les engagements thématiques de 2021 s'étendent sur une variété de cas contextuels spécifiques se concentrant sur le partage d'expériences et les apprentissages, y compris grâce à des briefings du Bangladesh, de Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Niger, du Nigéria, de l'Inde et des Philippines.

1. Afrique centrale, Bassin du lac Tchad, Burkina Faso, Burundi, Colombie, Gambie, Guinée-Bissau, Golfe de Guinée, Libéria, Région des grands lacs, Région du Sahel, République de Centrafrique, Sierra Leone.

ENGAGEMENTS TRANSVERSAUX ET THÉMATIQUES

Depuis sa création, la CCP s'est activement engagée sur un certain nombre de questions thématiques et transversales qui sont importantes pour la consolidation de la paix. En 2021, cela incluait notamment des discussions sur les femmes, la paix et la sécurité, les jeunes, la paix et la sécurité, notre ordre du jour commun, l'impact du COVID19 sur la consolidation de la paix, le financement de la consolidation de la paix, les contributions du maintien de la paix sur la consolidation de la paix, les processus de DDR/RSS, la construction d'institutions et la coopération sud-sud et triangulaire

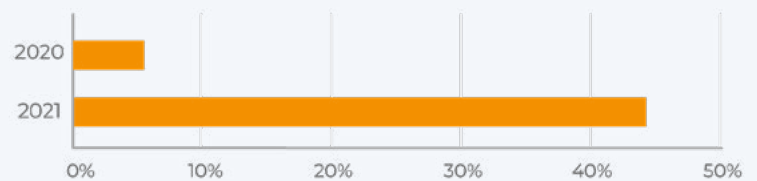
Briefings de femmes actrices de la consolidation de la paix à la CCP



La Commission continue de mettre en œuvre sa stratégie et son plan d'action sur le genre, qui a permis un accroissement de 20 %, en 2016, à 75 %, en 2021, de participation des femmes bâtisseuses de paix aux réunions de la Commission. Ceci a aussi permis à la Commission de porter plus systématiquement ses recommandations au Conseil de Sécurité. 94 % des envois de la CCP au ECOSOC, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, entre octobre 2020 et octobre 2021, contiennent des références soutenant une consolidation de la paix sensible au genre, et 35 % réfèrent des informations fournies par des femmes consolidatrices de la paix.

Afin de s'aligner sur les engagements de la Commission pour s'améliorer en matière de banalisation des considérations de la jeunesse dans son travail, la Commission a approuvé son Plan d'action stratégique sur la jeunesse et la consolidation de la paix, en février 2021. Ceci a permis une augmentation du taux de participation de jeunes consolidateurs de la paix qui ont briefé la Commission, de 5,4 % en 2020 à 44,4 % en 2021.

Briefings de la jeunesse à la CCP



LES RÔLES CONSULTATIF ET DE PASSERELLE DE LA CCP

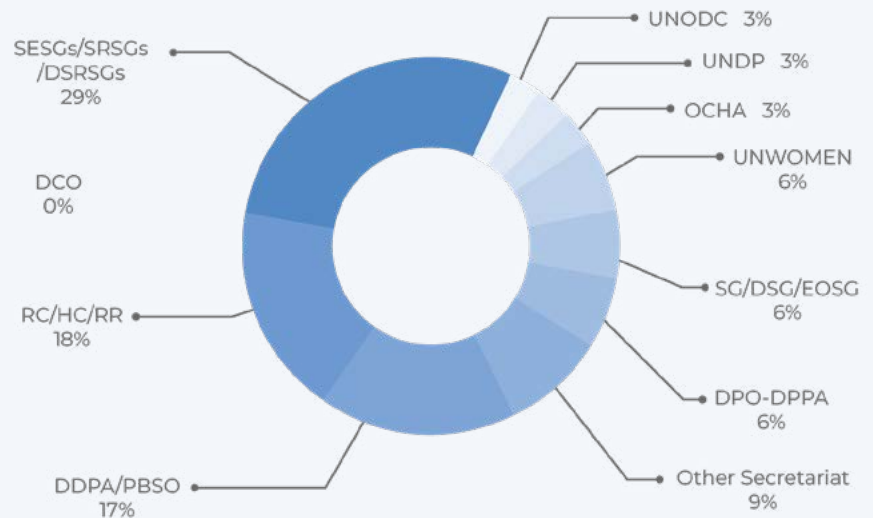
La CCP joue un rôle consultatif unique auprès de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi qu'un rôle de passerelle entre l'Assemblée, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social. En 2021, la CCP a été invitée à exposer et soumettre des conseils à des structures intergouvernementales, telles que l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, l'ECOSOC ou l'OMC, ainsi qu'en consolidation de la paix, pour un total de 39 interventions, représentant une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Ceci témoigne de la pertinence croissante de la Commission. La CCP a fourni des conseils 9 fois au Conseil de Sécurité, notamment sur les Grands lacs et le G5 Sahel, ainsi que des remarques pour ouvrir les débats sur les femmes, la paix et la sécurité ; la paix et la sécurité en Afrique ; les transitions des Nations Unies ; et la prévention et la résolution de conflit en Afrique.



UN ESPACE COMMUN DE DIALOGUE

La CCP promeut des approches cohérentes des Nations Unies pour soutenir les efforts de consolidation de la paix menés au niveau national, avec des contributions et un soutien de l'ensemble du système, particulièrement axées sur les situations de transition et de conflit. Les RSSG ou les envoyés spéciaux et les DSRSG représentent près d'un tiers de tous les intervenants de l'ONU aux réunions de la CCP ; apportant au siège de l'ONU la voix actuelle et pertinente des leaders sur le terrain. Le pourcentage d'intervention de Coordinateurs résidents (CR) et humanitaires (CH) et de Représentants résidents (RR) a augmenté de 3,6 %, l'année dernière, à 17,6 % en 2021, démontrant que la CCP est une plateforme unique de discussion à l'intersection de la paix et du développement.

Intervenants de l'ONU aux réunions de la CCP en 2021



En mettant l'accent sur l'appropriation nationale, la CCP engage aussi régulièrement des partenariats avec des organisations régionales et des institutions financières internationales, élaborant sur des suggestions faites lors des réunions consultatives de la CCP avec l'AUPSC, et sur les initiatives fructueuses du système onusien, telles que celles soutenues par le dispositif Humanitarian-Development-Peacebuilding and Partnership (HDPPP) du DPPA. Après plusieurs années à encourager et soutenir l'analyse et l'évaluation de risque réalisées conjointement par les Nations Unies et la Banque mondiale, la Commission a tenu une réunion en 2021 avec le Fonds Monétaire International (FMI) sur la stratégie de financement des premiers Etats fragiles et affectés par les conflits (FCS). En 2021, la Commission a encore renforcé sa collaboration avec la Banque africaine de développement (AfDB) et s'est engagée, pour la première fois, avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le Secrétariat général du G7+.

Non-UN at the CCP in 2021


















LES RÉCENTS ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION



- ▶ La Commission a soutenu la consolidation de la paix au **Burkina Faso**, sur leur requête, en recevant un soutien multipartenaire aux priorités du gouvernement en 2020 - pour un total de plus de 400 millions de dollars. Compte tenu des défis redoutables en matière de sécurité en 2021, la Commission a demandé un soutien recalibré et, après le coup d'État en 2022, il y a eu une demande précoce d'attention au processus de transition et la Commission a soumis un avis opportun au Conseil de sécurité.
- ▶ La Commission a continué à soutenir les priorités de consolidation de la paix et de développement au **Burundi**, notamment en se concentrant sur l'autonomisation économique et l'entrepreneuriat des jeunes et en soulignant les efforts du gouvernement pour lutter contre le chômage des jeunes. Des jeunes femmes et des jeunes hommes ont informé la Commission des défis de l'autonomisation économique des jeunes et de leurs expériences en tant que jeunes entrepreneurs.
- ▶ En 2021, la CCP a organisé une réunion sur la **transition du Tchad**, réunissant le Haut représentant de l'UA, la Banque mondiale, l'AfDB, la Commission du bassin du lac Tchad, la société civile et des représentants des Nations unies. La réunion a fourni au gouvernement de transition une plateforme pour promettre un soutien politique et financier, tout en ajoutant une pression sur la nécessité d'un processus opportun et inclusif.
- ▶ La CCP a soutenu les priorités régionales en matière de consolidation de la paix au **Sahel**, notamment dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) et de son plan de soutien des Nations unies (UNSP). En 2021, une réunion a été organisée pour mettre en lumière les initiatives et les partenariats en cours qui visent à s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs d'instabilité dans la région, et pour mobiliser un soutien supplémentaire en faveur des investissements transfrontaliers et de l'autonomisation des femmes et des jeunes.
- ▶ En 2021, la CCP a examiné les progrès et les défis de la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable entre le gouvernement de **Colombie** et l'ancienne Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo (FARC-EP), en donnant la parole aux femmes œuvrant pour la paix afin qu'elles présentent les perspectives de la base.
- ▶ La Commission a tenu une série de réunions sur la **République centrafricaine**, en mettant l'accent sur les élections présidentielles et législatives, la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de février 2019, le renforcement des synergies de l'Accord avec le redressement national et la consolidation de la paix, et le renforcement de l'État de droit.
- ▶ En 2021, le président a aidé à mobiliser un soutien pour combler les lacunes de financement critiques pour le processus électoral 2021-2023 en **Gambie**. La Commission s'est tenue au courant des progrès du processus de justice transitionnelle et a encouragé la finalisation rapide du rapport de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (CVRR) et le suivi des recommandations de la CVRR avec un soutien international.
- ▶ Guidée par une stratégie et un plan d'action en matière de genre ainsi qu'un plan d'action stratégique sur les jeunes et la consolidation de la paix, la Commission apporte un soutien concret à de nombreuses femmes et jeunes bâtisseurs de la paix, en intégrant avec succès les dimensions de genre de la consolidation de la paix dans ses activités nationales et régionales. Elle soutient notamment la mise en œuvre du deuxième plan d'action national du **Liberia** sur les femmes, la paix et la sécurité pour 2019-2023 et de la feuille de route nationale sur le viol et la violence sexuelle et sexiste (VSBG).
- ▶ Par le biais d'une série d'engagements en 2021, la Commission a constamment appelé à des ressources adéquates, prévisibles et durables pour la consolidation de la paix, ce qui est devenu plus pertinent au vu des inégalités et des vulnérabilités exacerbées dues à la pandémie de COVID-19, en particulier dans les contextes touchés par les conflits. La CCP a consacré sa session annuelle de 2021 à ce sujet.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Sept Membres élus par l'Assemblée Générale :	Sept Membres élus par le Conseil de Sécurité :	Sept Membres élus par le Conseil économique et social :
 Afrique du Sud	 Chine	 Colombie
 Brésil	 France	 Lettonie
 Bulgarie	 Kenya	 Nouvelle-Zélande
 Costa Rica	 Mexico	 Nigeria
 Egypte	 Russie	 Portugal
 Liban	 Royaume-Uni	 République de Corée
 République dominicaine**	 Etats-Unis	 Thaïlande

Cinq pays figurant parmi ceux qui mettent le plus de militaires et de membres de la police civile à la disposition des missions des Nations Unies:

 Bangladesh*


 Ethiopie

 Inde

 Pakistan


 Rwanda

Cinq pays figurant parmi ceux dont les contributions statutaires au budget de l'Organisation des Nations Unies et les contributions volontaires aux budgets des fonds, programmes et organismes des Nations Unies, dont un fonds permanent pour la consolidation de la paix, sont les plus importantes :

 Canada

 Allemagne

 Japon

 Pays-Bas

 Suède

*2022 Président de la CCP

**2022 Vice-Président de la CPP